Bulletin de la Banque de France
NOVEMBRE-DÉCEMBRE 2026
267/1

Le patrimoine économique national en 2025

Une hausse annuelle modérée, portée par les constructions et les terrains

Fin 2025, le patrimoine économique national, qui mesure la richesse économique de la Nation, s'est élevé à 20 196 milliards d'euros, en croissance de 1,2 %, après + 3,1 % en 2024 et – 3,0 % en 2023. Après avoir crû beaucoup plus rapidement que la richesse produite annuellement durant plus de vingt ans, le patrimoine national a progressé beaucoup moins vite depuis 2022 (+ 1,3 %) en raison du repli du prix du foncier. Le patrimoine non financier, principalement détenu par les ménages, a néanmoins augmenté en 2025, sous l'effet de la progression de la valeur des constructions et d'un léger rebond de celle des terrains dans leur ensemble. Le patrimoine financier a, lui, reculé légèrement en 2025.

Adrien BONOMO, Sonia MAKHZOUM
Institut national de la statistique et des études économiques – Insee

Audrey LATTAUD
Banque de France

Code JEL
E60

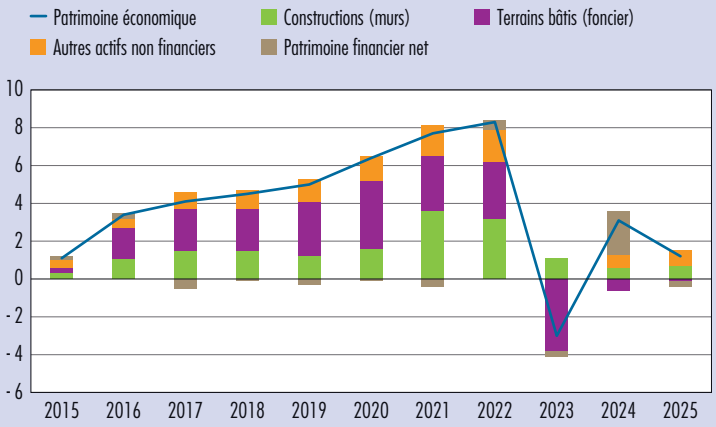
Parution simultanée avec *Insee Première* n° 2135 le 12 novembre 2026.

20 196 milliards d'euros
le patrimoine économique national fin 2025

+ 1,2 %
la variation du patrimoine économique national enregistrée en 2025

Évolution du patrimoine économique national et contributions à l'évolution

(évolution en %, contributions en points)



Lecture : En 2025, la construction contribuait pour 0,7 point à la croissance du patrimoine économique national, qui est de + 1,2 %.
Note : Le patrimoine financier net pouvant être positif ou négatif, sa contribution est positive lorsqu'il est positif et augmente, ou lorsqu'il est négatif et se rapproche de zéro.
Sources : Insee, Banque de France, comptes nationaux en base 2020.

1 Le patrimoine national ralentit malgré l'accélération des actifs non financiers

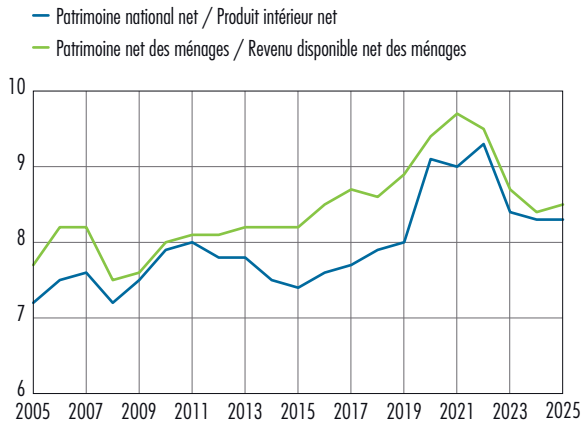
Le **patrimoine** économique **national** (cf. encadré 3) mesure la richesse économique de la Nation à partir de l'ensemble des **actifs** (financiers ou non) détenus par ses agents économiques, nets des **passifs** qu'ils ont contractés. Fin 2025, il s'est élevé à 20196 milliards d'euros (cf. tableau 1 *infra*). Il représente ainsi 8,3 années de la richesse produite en 2025 (mesurée par le produit intérieur net – PIN), à peu près autant qu'en 2024, après des valeurs supérieures à 9 années de PIN entre 2020 et 2022 (cf. graphique 1). Le patrimoine économique national progresse moins vite en 2025 (+ 1,2%), après le rebond enregistré en 2024 (+ 3,1%, *versus* – 3,0% en 2023) (cf. graphique 2). Ce ralentissement s'explique par une plus forte hausse des engagements financiers (+ 4,6%) que du total des actifs, financiers comme non financiers (+ 3,5%). En cumul sur quatre ans, le patrimoine économique national progresse deux fois moins vite (+ 9,6%) que le produit intérieur net (+ 19,0%) (cf. encadré 1).

Le patrimoine non financier, qui s'élève à 20292 milliards d'euros fin 2025, progresse de 1,4%, après + 0,8% en 2024, porté par la hausse de la valeur des **biens immobiliers** (qui regroupent les constructions et les terrains sous-jacents), principale composante du patrimoine national. Même si la valeur des terrains bâtis continue de reculer, de façon moins marquée qu'en 2024 (– 0,2%, après – 1,5% en 2024), celle des terrains non bâtis (forêts, champs, prairies, etc.) augmente, et vient compenser cette évolution permettant un rebond de la valeur globale des terrains en 2025 (+ 0,6%, après – 0,8% en 2024).

Au niveau agrégé, la hausse des actifs et des passifs financiers est plus forte en 2025 qu'en 2024 (pour les actifs, + 4,5%, après + 2,4%), notamment du fait des effets de valorisation positifs, alors qu'ils étaient quasi nuls en 2024. La croissance des passifs est comparable à celle des actifs financiers en 2025 (+ 4,6%, après + 1,3% en 2024). La **valeur nette** des actifs financiers détenus par l'ensemble des acteurs économiques résidents reste négative (– 96 milliards d'euros, après – 40 milliards d'euros en 2024). Les **ménages** sont le seul secteur dont les placements financiers nets sont positifs ; ils compensent la quasi-totalité du passif net des autres secteurs.

G1 Évolution des stocks patrimoniaux rapportés aux flux macroéconomiques

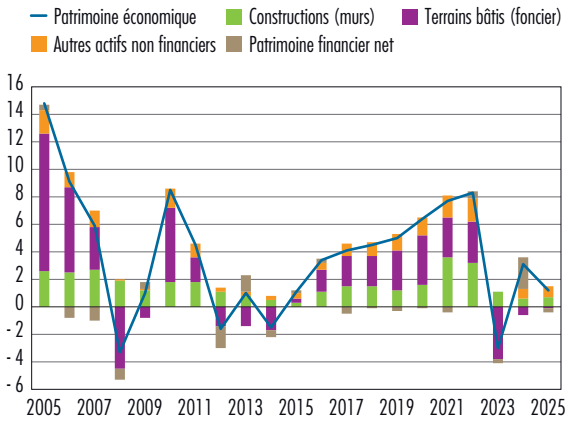
(en nombre d'années)



Lecture : Fin 2025, le patrimoine économique des ménages représentait 8,5 années de revenu disponible net.
Note : Les données portent sur les ménages (S.14) et les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM, S.15).
Sources : Insee, Banque de France, comptes nationaux en base 2020.

G2 Évolution du patrimoine économique national et contributions à l'évolution

(évolution en %, contributions en points)



Lecture : Fin 2025, la construction contribuait pour 0,7 point à la croissance du patrimoine économique national, qui est de + 1,2%.
Note : Le patrimoine financier net pouvant être positif ou négatif, sa contribution est positive lorsqu'il est positif et augmente, ou lorsqu'il est négatif et se rapproche de zéro.
Sources : Insee, Banque de France, comptes nationaux en base 2020.

T1 Le patrimoine des secteurs institutionnels fin 2025

(encours en milliards d'euros, évolution en %)

	Ensemble de l'économie nationale	Ménages [a]	Sociétés non financières	Sociétés financières	Administrations publiques	Évolution du patrimoine de l'économie nationale 2023-2024	2024-2025
Actifs non financiers (ANF)	20292	10310	6597	440	2945	0,8	1,4
Constructions et terrains	15907	9237	3836	374	2460	0,1	0,8
Logements	6045	4812	1087	58	88	1,3	1,6
Autres bâtiments et génie civil	2830	235	1048	116	1430	1,5	1,8
Terrains bâtis	7032	4190	1701	200	941	- 1,5	- 0,2
Machines et équipements	831	39	730	23	40	2,9	2,4
Stocks	713	30	621	–	62	6,2	3,9
Autres actifs produits	907	351	330	24	202	4,4	3,9
Autres actifs non produits	1934	652	1081	20	182	2,2	3,9
Actifs financiers (AF) hors produits dérivés, dont :	44275	7455	14597	20445	1778	2,4	4,5
Numéraire et dépôts	8420	2130	926	5161	202	- 1,9	0,3
Titres de créance	4966	58	205	4654	49	6,0	4,2
Crédits	8030	11	2588	5252	179	4,4	4,4
Actions et parts de fonds d'investissement	16447	2403	8890	4297	856	3,4	6,9
Actions et autres participations hors titres d'OPC [b]	13910	1923	8603	2687	697	2,3	6,3
Titres d'OPC	2536	480	287	1610	159	10,1	10,2
Systèmes d'assurances et de garanties, dont :	2531	2288	48	190	6	4,2	5,0
Assurance-vie	*1940*	*1940*	–	–	–	*3,6*	*4,4*
Droits à pension	*240*	*240*	–	–	–	*6,3*	*3,2*
Autres comptes à recevoir	3555	564	1940	565	486	- 2,2	2,6
Ensemble des actifs (A) = (ANF) + (AF)	64567	17765	21194	20885	4723	1,9	3,5
Passifs financiers (PF) hors produits dérivés, dont :	44209	2111	17295	20893	3910	1,3	4,6
Numéraire et dépôts	10018	–	–	9849	169	- 0,2	2,3
Titres de créance	5829	–	718	2240	2871	5,2	2,6
Crédits	7197	1781	3976	1043	397	3,8	4,5
Actions et parts de fonds d'investissement (passif en actions)	15270	0	11257	3980	33	0,0	7,0
Actions et autres participations hors titres d'OPC	13009	–	11257	1719	33	- 1,4	6,7
Titres d'OPC	2261	–	–	2261	–	9,2	9,0
Systèmes d'assurances et de garanties, dont :	2546	–	–	2545	–	4,3	4,5
Assurance-vie	*1954*	–	–	*1954*	–	*3,6*	*4,5*
Droits à pension	*241*	–	–	*241*	–	*6,3*	*3,2*
Autres comptes à payer	3315	330	1345	1201	439	- 1,9	5,1
Solde des produits dérivés (S)	- 162	–	–	- 157	- 3	ns	ns
Patrimoine financier net = (AF) – (PF) + (S)	- 96	5344	- 2700	- 605	- 2134	ns	ns
Patrimoine (ou valeur nette) = (A) – (PF) + (S)	20196	15654	3897	- 165	811	3,1	1,2
Fonds propres [c] = (patrimoine net) + (passif en actions)	///	///	15154	3815	///	///	///

ns : non significatif ; – : actif ou passif non détenu ; /// : absence de résultat due à la nature des choses.
a) Y compris entrepreneurs individuels (EI) et institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).
b) Organismes de placement collectif.
c) Les fonds propres des sociétés financières et non financières sont mesurés en valeur de marché, par différence entre la valeur de leurs actifs et celle de leurs passifs autres qu'en actions.
Lecture : Fin 2025, le patrimoine économique national s'élevait à 20196 milliards d'euros, soit une hausse de 1,2 % par rapport à 2024.
Sources : Insee, Banque de France, comptes nationaux en base 2020.

ENCADRÉ 1

À quels agrégats rapporter le patrimoine économique ?

Le produit intérieur brut (PIB, 2991 milliards d'euros en 2025) est égal à la somme des valeurs ajoutées nouvellement créées par les unités productrices résidentes au cours d'une période donnée, évaluées aux prix d'achat des biens et services produits (donc y compris impôts nets de subventions sur les produits).

Le produit intérieur net (PIN, 2437 milliards d'euros en 2025) s'obtient en déduisant du PIB la consommation de capital fixe, qui correspond au coût d'usure du capital au cours de la même période. Le même principe s'applique au revenu disponible net par rapport au revenu disponible brut.

La comparaison du stock de patrimoine est plus pertinente avec des flux macroéconomiques nets plutôt qu'avec des flux macroéconomiques bruts. En effet, le patrimoine est lui-même un stock net, qui tient compte de l'état d'usure et d'obsolescence du capital.

2 Le patrimoine des ménages, principale composante du patrimoine national, se redresse légèrement, porté par les actifs immobiliers

En 2025, le patrimoine des ménages, qui représente un peu plus des trois quarts du patrimoine économique national, continue d'augmenter : + 2,1 %, après + 0,9 % en 2024 (cf. tableau 2). Il s'établit à 15654 milliards d'euros (cf. tableau 3 *infra*).

Le patrimoine net des ménages a fortement progressé entre 1995 et 2021, passant de 5,0 années à 9,7 années de leur revenu disponible net, porté par la valeur du parc immobilier qui a augmenté plus vite que leurs revenus. Entre 2021 et 2024, cette tendance s'est inversée, mais le patrimoine en nombre d'années de revenu s'est stabilisé, en 2025, pour en représenter environ 8,5 années.

Le patrimoine non financier des ménages, 10310 milliards d'euros fin 2025, s'est redressé (+ 0,5 %, après – 0,3 % en 2024). La valeur des logements (« murs ») et des terrains sous-jacents, qui représentent 87,3 % du patrimoine non financier des ménages a légèrement progressé (+ 0,2 %, après – 0,6 %), l'augmentation de la valeur des logements (+ 1,1 %, après + 0,8 %) ayant plus que compensé la légère baisse des terrains bâtis (– 0,7 %, après – 2,1 %).

T3 La répartition du patrimoine par secteur institutionnel fin 2025

(montant en milliards d'euros, part en %)

	Ensemble		Non financier		Financier	
	Montant	Part	Montant	Part	Montant	Part
Patrimoine économique national	20196	100,0	20292	100,5	- 96	- 0,5
Ménages	15654	77,5	10310	50,8	5344	///
Sociétés non financières (SNF)	3897	19,3	6597	32,5	- 2700	///
Sociétés financières (SF)	- 165	- 0,8	440	2,2	- 605	///
Administrations publiques (APU)	811	4,0	2945	14,5	- 2134	///

/// : absence de résultat due à la nature des choses.
Lecture : Fin 2025, les ménages contribuaient pour 77,5 % au patrimoine économique national.
Sources : Insee, Banque de France, comptes nationaux en base 2020.

T2 Évolution du patrimoine des secteurs institutionnels

(en %)

	Ménages [a]			Sociétés non financières			Sociétés financières			Administrations publiques		
	2013 2023 moy./an	2023 2024	2024 2025	2013 2023 moy./an	2023 2024	2024 2025	2013 2023 moy./an	2023 2024	2024 2025	2013 2023 moy./an	2023 2024	2024 2025
Actifs non financiers (ANF)	3,4	- 0,3	0,5	4,0	2,7	2,8	5,5	2,3	2,3	3,0	0,4	1,4
Constructions et terrains	3,3	- 0,6	0,2	3,7	1,5	2,1	5,6	1,9	1,7	3,1	0,0	1,1
Logements	3,8	0,8	1,1	4,7	3,7	3,7	5,3	2,9	2,3	3,7	2,4	2,6
Autres bâtiments et génie civil	2,7	1,0	1,1	2,6	1,9	1,9	5,6	4,3	3,5	2,7	1,1	1,7
Terrains bâtis	2,9	- 2,1	- 0,7	3,7	0,0	1,1	5,7	0,3	0,6	3,6	- 1,8	0,0
Machines et équipements	1,4	- 0,6	- 0,4	3,6	3,1	2,6	6,2	2,5	1,9	1,0	2,8	3,0
Stocks	6,9	- 3,8	- 14,6	4,6	7,3	5,5	–	–	–	1,0	1,6	- 0,4
Autres actifs produits	3,4	3,8	3,0	4,4	5,5	5,3	6,2	6,0	4,0	2,7	3,4	3,3
Autres actifs non produits	4,6	0,9	4,1	5,1	3,0	3,6	1,6	6,3	12,0	4,8	2,1	4,8
Actifs financiers (AF) hors produits dérivés, dont :	4,4	2,3	4,0	7,9	1,3	3,7	4,8	3,3	4,9	2,5	2,9	9,7
Numéraire et dépôts	4,8	1,5	1,0	6,8	- 1,8	2,2	5,5	- 3,5	0,2	6,7	3,9	- 12,8
Titres de créance	- 5,6	12,9	2,9	12,3	10,3	- 0,3	3,2	5,8	4,4	- 3,4	- 6,2	- 0,8
Crédits	- 8,8	- 3,2	1,5	6,2	5,4	5,6	5,4	4,2	4,0	3,4	- 2,7	- 1,5
Actions et parts de fonds d'investissement	6,8	1,7	6,8	9,2	0,8	3,8	4,7	9,6	11,7	2,1	9,8	19,0
Systèmes d'assurances et de garanties, dont :	2,5	3,9	4,2	- 0,6	4,2	1,9	2,8	8,9	16,6	- 0,5	4,0	1,9
Assurance-vie	*2,8*	*3,6*	*4,4*	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Droits à pension	*1,1*	*6,3*	*3,2*	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres comptes à recevoir	5,4	1,3	3,9	5,4	- 0,9	2,3	4,6	- 7,6	- 4,3	2,1	- 4,3	12,1
Ensemble des actifs	3,8	0,7	2,0	6,5	1,7	3,4	4,8	3,2	4,8	2,8	1,3	4,4
Passifs financiers (PF) hors produits dérivés, dont :	3,7	- 0,7	0,9	7,1	- 1,0	4,3	4,9	3,4	5,5	3,3	2,5	3,5
Numéraire et dépôts	–	–	–	–	–	–	6,3	- 0,2	2,4	5,3	- 3,1	- 5,5
Titres de créance	–	–	–	3,4	1,8	3,8	3,2	7,2	1,9	3,6	4,6	2,9
Crédits	4,0	0,0	0,7	5,2	4,1	4,5	8,1	11,6	12,6	2,6	1,8	2,3
Actions et parts de fonds d'investissement (passif en actions)	–	–	–	8,5	- 2,8	4,6	4,3	9,5	14,7	ns	1,2	0,0
Systèmes d'assurances et de garanties, dont :	–	–	–	–	–	–	2,5	4,3	4,5	–	–	–
Assurance-vie	–	–	–	–	–	–	*2,9*	*3,6*	*4,5*	–	–	–
Droits à pension	–	–	–	–	–	–	*1,2*	*6,3*	*3,2*	–	–	–
Autres comptes à payer	2,1	- 4,3	1,6	4,4	- 2,0	1,6	3,1	1,3	7,3	2,5	- 7,7	13,3
Solde des produits dérivés (S)	ns	ns	ns	ns	ns	ns	ns	ns	ns	ns	ns	ns
Patrimoine financier net	4,6	3,6	5,3	- 5,3	12,1	- 7,4	0,6	- 7,0	- 35,9	- 4,4	- 2,0	0,9
Patrimoine (ou valeur nette)	3,8	0,9	2,1	3,0	15,1	- 0,1	ns	ns	ns	0,2	- 3,9	8,1
Fonds propres [b] des sociétés	///	///	///	6,9	1,4	3,3	5,1	8,9	10,4	///	///	///

ns : non significatif ; – : actif ou passif non détenu ; /// : absence de résultat due à la nature des choses.
a) Y compris entrepreneurs individuels (EI) et institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).
b) Les fonds propres des sociétés financières et non financières sont mesurés en valeur de marché, par différence entre la valeur de leurs actifs et celle de leurs passifs autres qu'en actions.
Lecture : Fin 2025, le patrimoine économique des ménages augmentait de 2,1 %, après une hausse de 0,9 % en 2024.
Sources : Insee, Banque de France, comptes nationaux en base 2020.

Structurellement positif, le **patrimoine financier net** des ménages s'élève à 5 344 milliards d'euros en 2025, dont 7 455 milliards d'euros d'actifs financiers, contre 2 111 milliards de crédits. Il progresse de 5,3%, après + 3,6% en 2024.

À l'actif de ce patrimoine financier, le regain d'intérêt pour l'assurance-vie et la retraite par capitalisation (droits à pension) apparu en 2023 se confirme (+ 4,2%, après + 3,9% en 2024). Le numéraire et les dépôts augmentent légèrement (+ 1,0%, après + 1,5%) et les placements en actions et parts de fonds d'investissement progressent plus nettement (+ 6,8%, après + 1,7%).

Au passif, l'octroi de crédits repart à la hausse avec des flux nets qui atteignent 17 milliards d'euros en 2025, après 3 milliards en 2024, ce qui conduit à une augmentation de l'encours fin 2025 (+ 0,7%) alors qu'il avait stagné en 2024.

3 Le patrimoine des sociétés non financières est stable en 2025

Fin 2025, le patrimoine des **sociétés non financières (SNF)** s'établit à 3 897 milliards d'euros, presque stable après la forte hausse de 2024 (– 0,1%, contre + 15,1%). Il représente presque un cinquième du patrimoine économique national.

Le patrimoine non financier des SNF croît de 2,8%, après + 2,7% en 2024, pour atteindre 6 597 milliards d'euros fin 2025. Cette hausse est principalement portée par les actifs produits, en particulier les logements (+ 3,7% en 2025) qui représentent 16,5% des actifs non financiers détenus par les SNF. Contrairement aux ménages, dont les terrains sont très majoritairement sous logement, les SNF détiennent également des terrains bâtis à usage non résidentiel (bureaux, usines, entrepôts, bâtiments agricoles, etc.), ainsi que des terrains non bâtis (terrains agricoles, fonds forestiers). La valeur de ces derniers progresse fortement en 2025.

Le patrimoine financier net des SNF recule légèrement à – 2 700 milliards d'euros en 2025, après – 2 514 milliards d'euros en 2024. Les actifs et passifs financiers augmentent (respectivement + 3,7% et + 4,3%) du fait de la reprise des placements en actions et parts de fonds d'investissement et, dans une moindre mesure, des crédits (cf. encadré 2).

ENCADRÉ 2

La composition du patrimoine financier des sociétés non financières

Au passif comme à l'actif, le patrimoine financier des sociétés non financières se décompose principalement en :

- Actions, titres de participation et parts d'**organismes de placement collectif (OPC)** :
  - Au passif (11 257 milliards d'euros), ces titres sont émis comme **fonds propres** et contribuent au financement des actifs non financiers (bâtiments, machines, matériels informatiques, etc.) ;
  - À l'actif (8 890 milliards d'euros), ils ont deux grandes finalités : ils permettent de gérer la trésorerie mais surtout le contrôle ou l'influence forte sur d'autres entités non financières. Ces participations peuvent être croisées au sein des groupes. Dans le cas de participations entre entités nationales, elles sont présentes à la fois à l'actif et au passif des sociétés non financières. De ce fait, en net, seules restent les opérations avec des entités étrangères : elles correspondent aux investissements directs en actions et participations de la balance des paiements.

Les évolutions de la valeur de ces titres ont donc une influence à la fois sur l'actif et le passif des sociétés non financières.

- Crédits pour respectivement 2 588 milliards d'euros à l'actif et 3 976 milliards d'euros au passif (les crédits interentreprises représentent près des deux tiers des encours). En 2025, les flux nets de crédits bancaires augmentent pour atteindre 144 milliards d'euros ;
- Émissions nettes de titres de créance, non comptabilisées dans les crédits, mais qui correspondent aussi à un financement par la dette, et qui restent faibles en proportion du total du passif.

4 Le patrimoine des sociétés financières recule en 2025

Fin 2025, le patrimoine des **sociétés financières (SF)** recule et tombe à – 165 milliards d'euros. Le patrimoine financier net des SF diminue (– 605 milliards d'euros fin 2025, après – 445 milliards d'euros en 2024) en raison d'une hausse des passifs financiers plus forte que celle des actifs financiers (respectivement + 5,5% et + 4,9%).

5 Le patrimoine net des administrations publiques progresse en 2025

Fin 2025, le patrimoine net des administrations publiques (APU) augmente de 8,1%, après une baisse de 3,9% en 2024. Il s'établit à 811 milliards d'euros, soit 4,0% du patrimoine économique national.

Le patrimoine non financier des APU progresse (+ 1,4%, après + 0,4% en 2024), pour atteindre 2945 milliards d'euros. Cette hausse est principalement le fait des constructions, y compris les terrains sous-jacents (bureaux, installations sportives, casernes, routes, chemins de fer, centres de traitement des eaux, etc.), qui représentent 84,0% du patrimoine non financier des APU. La valeur des terrains bâtis stagne.

Le patrimoine financier net des administrations publiques reste négatif (– 2 134 milliards d'euros, après – 2 154 milliards d'euros en 2024). Les actifs financiers des administrations publiques progressent (+ 157 milliards d'euros, après + 45 milliards d'euros en 2024) avec un renforcement notable des actions et parts de fonds d'investissement (+ 137 milliards d'euros, après + 64 milliards d'euros), mais cette progression est contrebalancée par une augmentation du passif de 132 milliards d'euros en 2025 (après + 92 milliards d'euros en 2024). Mesurée en valeur nominale et non en valeur de marché, la **dette publique (au sens de Maastricht)** s'accroît quant à elle de 154 milliards d'euros.

ENCADRÉ 3

Sources

Les données sont issues des **comptes nationaux en base 2020** [1].

Définitions

Le **patrimoine national** (ou « **valeur nette** ») est défini comme la différence entre la valeur des actifs (financiers et non financiers) et celle des passifs (par nature financiers). Le **patrimoine financier net** s'obtient par la différence entre la valeur des actifs financiers et celle des passifs.

Le compte de patrimoine est l'état de la valeur des actifs détenus et des engagements contractés par une unité ou un secteur institutionnel, dressé à un moment précis dans le temps. Son solde est la valeur nette. Les **actifs** et **passifs** sont comptabilisés à leur valeur de marché, de transaction ou au coût technique de renouvellement (cas des actifs fixes). La valeur des actions non cotées est estimée par référence à celle des actions cotées. Les plus ou moins-values latentes sur l'immobilier sont imputées aux terrains sous-jacents.

La valeur des **biens immobiliers** se compose de celle des bâtiments et de celle des terrains sur lesquels ils sont implantés. L'essentiel des plus-values et moins-values immobilières se concentre sur les terrains.

Les **ménages** incluent les particuliers, les entrepreneurs individuels et les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM). Les résultats présentés dans cette publication sont à un niveau agrégé ; ils peuvent être complétés par des analyses sur la répartition entre ménages, fondées sur l'enquête Histoire de vie [2]. Cette dernière est en particulier utilisée pour produire les comptes distributionnels des ménages du Système européen de banques centrales (SEBC).

1 *https://www.insee.fr/fr/metadonnees/source/serie/s2144*
2 *https://www.insee.fr/fr/metadonnees/source/serie/s1246*

…/…

Les sociétés sont réparties entre **sociétés financières (SF)** et **non financières (SNF)**. Les sociétés financières incluent la banque centrale, les établissements de crédit et assimilés, les institutions financières diverses (entreprises d'investissement, organismes de titrisation notamment), les sociétés d'assurance, les fonds de pension, les fonds d'investissement monétaires et non monétaires, les auxiliaires financiers et les institutions financières captives.

Le montant de la **dette publique (au sens de Maastricht)** est différent de celui du passif des administrations publiques pour trois raisons : i) le périmètre des opérations financières retenues pour la dette publique exclut les produits dérivés et les autres comptes à payer et à recevoir ; ii) la dette publique est consolidée : elle ne prend pas en compte les dettes entre administrations ; iii) la dette publique est évaluée en valeur nominale, c'est-à-dire à la valeur de remboursement du principal.

Les **organismes de placement collectif (OPC)** sont des sociétés financières dont la fonction consiste à placer, sur les marchés monétaires, obligataires ou boursiers, ou en biens immobiliers, les capitaux qu'elles collectent auprès du public.

Les **fonds propres** des sociétés financières et non financières sont mesurés en valeur de marché, par différence entre la valeur de leurs actifs et celle de leurs passifs autres qu'en actions.

Bibliographie

Banque de France (2026)
L'épargne réglementée. Rapport annuel 2025, juillet.
Télécharger le document

Banque de France (2024)
« Publication des comptes nationaux financiers en nouvelle base ».
Télécharger le document

Bonomo (A.), Devineau (J.) et Lattaud (A.) (2025)
« Le patrimoine économique national en 2024 – En hausse malgré le léger repli du foncier », *Insee Première*, n° 2081, *Bulletin de la Banque de France*, n° 261/1, novembre.
Télécharger le document

Mesnard (A.) (2024)
« De nouvelles statistiques sur la distribution du patrimoine des ménages dans la comptabilité nationale », *Bulletin de la Banque de France*, n° 250/6, février.
Télécharger le document

Éditeur
Banque de France

Directeur de la publication
Claude Piot

Rédaction en chef
Corinne Dauchy

Secrétaires de rédaction
Didier Névonnic
Nelly Noulin

Réalisation
Studio Création
Direction de la Communication

ISSN 1952-4382

Pour vous abonner aux publications de la Banque de France
https://www.banque-france.fr/fr/alertes/abonnements

BANQUE DE FRANCE
EUROSYSTÈME